

Identités culturelles – Identités politiques: La Roumanie à l'Exposition universelle de Séville (1992)

Rota, Simona; Vlad, Laurențiu

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Rota, S., & Vlad, L. (2004). Identités culturelles – Identités politiques: La Roumanie à l'Exposition universelle de Séville (1992). *Annals of the University of Bucharest / Political science series*, 6, 15-24. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-382041>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

**IDENTITÉS CULTURELLES – IDENTITÉS POLITIQUES.
LA ROUMANIE À L'EXPOSITION UNIVERSELLE
DE SÉVILLE (1992)**

SIMONA ROTA, LAURENȚIU VLAD

L'Espagne et l'anniversaire de « L'Ère des Découvertes »

Le 31 mai 1976, le Roi Jean Charles 1er annonçait que le moment culminant de l'anniversaire des 500 ans de la découverte de l'Amérique serait l'organisation d'une exposition universelle. Les années suivantes, plusieurs possibilités pour la situer ont été envisagées. Les propositions ont considéré la cité de Barcelone, ancien siège de l'Exposition internationale de 1929, les villes Cadix ou Séville, qui à son tour avait abrité l'Exposition Ibéro-américaine de 1929. Chaque proposition avait une motivation précise; par exemple, Barcelone était la cité où les Rois Catholiques avaient reçu Christophe Colomb à son retour de l'expédition atlantique, alors que Cadix était un vieux port qui avait enregistré les relations les plus significatives avec les colonies de l'Amérique tout au long des XVe-XVIe siècles. En ce qui concerne Séville, la cité qui aura abrité entre le 20 d'avril et le 12 octobre 1992 l'Exposition universelle, on peut dire que l'option se justifiait par le rôle historique qu'elle avait joué en sa qualité de port important pour le trafic commercial et en tant que siège de la Maison des Contrats, un organisme fondé en 1503 par les Rois Catholiques afin de stimuler le commerce atlantique¹.

Nous devons aussi prendre en compte la dimension pratique que l'organisation de l'exposition a eue pour l'Espagne. Au moment où Jean Charles 1er annonçait l'emplacement de l'exposition, l'Espagne se trouvait en plein processus de transition du régime franquiste à la monarchie constitutionnelle parlementaire. L'objectif politique de l'exposition était de projeter dans le monde, et surtout en Amérique Latine, une image moderne de l'Espagne, tout en envisageant de lui assigner le rôle de médiateur entre la Communauté Européenne et l'Amérique Latine². D'ailleurs, la Commission

¹ « Quinto Centenario », in *Enciclopedia Universal Europeo Americana*, supplément annuel, 1991-1992, España-Calpe, Madrid, Barcelona, p. 1181.

² *Dossier de presse. Expo '92*, Cabinet de Presse, Exposicion Universal de Sevilla 1992, p. 9. Voir aussi « Protagonistas del siglo XX », in *El País* 2000, 30, 1992-1994, pp. 720-723.

Quinto Centenario (commission du Ministère des Affaires Etrangères) considère qu'il y a un intense « réseau d'intérêts et d'émotions communs aux habitants de la péninsule et de l'Ibéroamérique »³.

Après avoir achevé toutes les formes d'enregistrement de l'évènement au Bureau International des Expositions, on établissait également le lieu concret de la manifestation qui allait célébrer l'« Ère des Découvertes »: Isla de la Cartuja, une île de la rivière Guadalquivir, située à 800 m du centre ancien de Séville et liée à celle-ci à travers sept ponts; le centre de l'île était occupé par l'ancien monastère Santa Maria de las Cuevas du XVe siècle et par une fabrique de céramique du XIXe siècle, tous les deux abandonnés à cette date-là et qui, restaurés, devenaient postérieurement des édifices centraux de l'exposition. L'Exposition a été honorée par plus de 100 pays, 17 communautés autonomes, 23 organismes internationaux et 6 compagnies internationales, étant visitée par 41 millions de personnes.⁴

Une provocation pour les officiels de Bucarest

En 1987, la Roumanie recevait l'invitation officielle de participer à l'Exposition universelle de Séville qui allait être organisée en 1992. Mais le régime communiste de Bucarest qui, dès son instauration, n'avait jamais répondu à une invitation pareille, ne réagit pas.

Après les événements de décembre 1989, ce thème est au centre de l'intérêt du nouveau gouvernement de la Roumanie, conduit à ce moment-là par Petre Roman. Par la note n° 552 / 6 mars 1990, le cabinet de Bucarest approuvait la participation du pays à l'Exposition universelle de Séville de 1992, la première présence roumaine à une manifestation pareille après celle de New York de 1939. La même note constituait le Comité d'organisation, coordonné par la Chambre de Commerce et d'Industrie, dont le président, Aurel Ghibuțiu, devenait le Commissaire Général du pavillon de la Roumanie.⁵

En janvier 1991, le gouvernement Petre Roman accepte d'inclure les sommes nécessaires pour l'organisation de l'exposition dans le budget de l'année respective ; dans le cas où ces coûts n'en pouvaient pas être déduits, on allait les inclure dans le budget de l'année suivante. Quelques mois plus tard, au mois de septembre, Eugen Dîjmărescu, ministre secrétaire d'État, nommait le

³ « La Expo'92 », in *Documentacion. Gabinete de comunicacion*, Comision Quinto Centenario, Sociedad Estatal Quinto Centenario 1492-1992, p. 2.

⁴ *Dossier de presse. Expo '92*, p. 23.

⁵ « Expunere de motive » (« Exposé de motifs »), in Département des Informations – Direction pour l'image de la Roumanie, Fond documentaire du Musée d'Art National, dossier « Expoziția universală de la Sevilla » (« Exposition universelle de Séville »), p. 1.

Ministère du Commerce et du Tourisme coordinateur des activités pour la préparation de la participation roumaine.⁶

Au début de l'année suivante, par la *Décision du Gouvernement* no. 23 du janvier 1992 concernant le financement de la participation de la Roumanie à l'Exposition universelle l'« Ère des Découvertes » de Séville, on établissait les sommes nécessaires pour l'organisation du pavillon. Celles-ci devaient être obtenues du fonds spécial du Gouvernement de la Roumanie et allaient être divisées comme suit: a) 90 millions lei et 350 000 dollars américains du budget du Ministère du Commerce et du Tourisme pour l'année 1992; b) 110 millions lei et 10 000 dollars américains représentaient la somme qui s'ajoutait au budget du Ministère du Commerce et du Tourisme de la réserve budgétaire à la disposition du Gouvernement; c) 30 millions lei et 30000 dollars américains pour supplémenter le budget du Ministère de la Culture transférés de la réserve budgétaire à la disposition du Gouvernement; d) 20 millions lei représentant la somme ajoutée au budget du Ministère de l'Education et de la Science de la réserve du Gouvernement; e) 10 millions lei ajoutés au budget du Secrétariat Général du Gouvernement pour le Département des Informations, de la réserve budgétaire à la disposition du Gouvernement.⁷

Selon cette décision, les institutions impliquées dans l'organisation de la participation de la Roumanie à l'exposition étaient censées composer une commission interministérielle ayant des représentants du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Education et de la Science, du Ministère du Commerce et du Tourisme, de l'Académie Roumaine, du Ministère de la Défense Nationale, du Ministère des Affaires Intérieures, de l'Union des Architectes, de l'Association « Știință și Responsabilitate », de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Roumanie, du Bureau d'État pour les Patentes et les Marques (OSIM). Toutes les actions concernant la réalisation de l'exposition allaient être développées sous la coordination de l'ARTEXPO, le Bureau National pour la Documentation et les Expositions d'Art (Oficiul Național pentru Documentare și Expoziții de Artă) subordonné au Ministère de la Culture. La sécurité et l'intégrité des objets durant le transport et l'exposition allaient être la tâche du Ministère des Affaires Intérieures; le coordinateur général du groupe était obligé d'informer le Gouvernement sur le développement des activités.

En ce qui concerne le pavillon roumain, il faut dire que les officiels de Bucarest n'ont pas fait des démarches particulières pour sa construction avec des ressources propres, comme ont procédé la plupart des pays présents à l'Exposition universelle de Séville. Le pavillon a été offert de gratuitement par

⁶ *Ibidem*, p. 2.

⁷ *Hotărâre de Guvern (Décision du Gouvernement)*, nr. 23 / 18 ianuarie 1992, annexe I; texte publié dans *Monitorul Oficial al României*, I, IV, 8, 28 janvier 1992. À cette époque-là, la valeur d'un dollar américain était 19800 lei.

les organisateurs espagnols, comme dans le cas des pavillons d'autres participants, tels la Bulgarie, la Yougoslavie ou la Pologne. Le pavillon était situé sur l'Avenue IV, à côté des pavillons du Canada, des Caraïbes, du Cuba, de la Yougoslavie, du Principat de Monaco, de la République du Chili, de la Russie et du Sri Lanka. L'auteur du projet, l'architecte argentin Alberto Cababié Martin, a misé sur deux éléments symboliques: la forme de portail tour, une allusion à l'arc romain⁸, et l'image stylisée du drapeau de la Roumanie sans les insignes au milieu.

Identités culturelles traditionnelles

Le message de la présence roumaine à Séville, tel qu'il ressort des documents des officiels de Bucarest⁹, a été synthétisé par le syntagme «La Roumanie, une île de latinité» dans l'espace est européen. La métaphore centrale en a été «le pont», symbole de la continuité de la culture autochtone et de sa connexion avec la culture occidentale. Apollodore de Damas a construit au début du deuxième siècle après J.C. le pont sur lequel les légions romaines de l'Empereur Trajan, originaire justement de la ville dont les fondations ont permis la construction de Séville, passaient vers la Dacie et ensuite la conquéraient. La nouvelle province de l'Empire Romain aura été le point de départ de la civilisation roumaine. A la fin du dernier siècle du deuxième millénaire, la Roumanie tente de retrouver ses origines en reconstruisant symboliquement un pont vers le monde de l'Empereur Trajan.

Des éléments de cette image se retrouvaient également dans les pages du *Guide de l'Exposition*, réalisée selon les suggestions des officiels roumains. Un fragment de la Colonne de Trajan et la sculpture de Constantin Brâncuși, *Rugăciune (Prière)* illustraient le texte, dans lequel, outre l'élément de la latinité, était également mentionné le potentiel créatif des Roumains: «Il y a deux millénaires, les troupes romaines de l'Empereur Trajan – né dans la localité qu'aujourd'hui on appelle Séville – ont conquis la Dacie. Le grand pont de pierre construit selon les plans d'Apollodore de Damas leur a permis de traverser le Danube. Héritiers d'une glorieuse tradition, les Roumains ont créé une civilisation spécifique. Son énorme potentiel créatif s'est matérialisé dans le domaine de l'ingénierie – ayant comme exemples le réacteur en phases de Conrad Haas, l'avion imaginé par Henri Coandă ou le pont de Cernavodă

⁸ TEODOR FROLU, «Notă cu privire la participarea Departamentului Informațiilor la realizarea expoziției Sevilla'92» («Note sur la participation du Département des Informations à la mise en œuvre de l'exposition Seville '92»), in Département des Informations – Direction pour l'image de la Roumanie, *loc. cit.*, p. 1.

⁹ «Acțiunile audiovizualului în cadrul pavilionului României la Sevilla 1992» («L'audio-visuel dans le pavillon de la Roumanie à Séville 1992»), in *ibidem*, p. 1.

construit à la fin du XIX^e siècle – de même que dans le domaine des arts, comme on peut le voir dans les fresques extérieures des églises du Nord-Est du pays, dans les toiles de Gheorghe Petrașcu ou dans les sculptures de Constantin Brâncuși. Le pavillon de la Roumanie décrit toute cette créativité. Aujourd'hui, la Roumanie, le plus oriental des pays latins, construit des ponts d'amitié autour du monde entier. »¹⁰

En 1992, la distance temporelle par rapport aux révolutions de 1989 et le moment de la dissolution du communisme était encore insuffisante pour permettre un changement des perceptions sur les anciens pays communistes de l'Europe centrale et de l'Est. Ceux-ci étaient probablement encore vus comme appartenant à un espace géopolitique et historique commun. Une telle perception pourrait justifier le discours similaire, dans son essence, que toutes les nouvelles démocraties adoptaient à Séville, chacune d'entre elles essayant d'argumenter ses qualifications pour le statut de pays européen – en fait, en adaptant le message aux attentes du récepteur. La Bulgarie, la Yougoslavie, la Pologne et la Hongrie utilisaient dans leurs présentations des structures de signifiants similaires à celles adoptées par la Roumanie et qui visaient à justifier leur aspiration d'être assimilés à l'espace européen.¹¹ Ainsi, la Bulgarie, même si elle « occupe la partie centrale de la Péninsule Balkanique », se présente comme une synthèse de cultures qui, « malgré les rigoureuses rafales historiques, a réussi à garder ses racines en offrant une grande contribution à la science européenne et mondiale », en aspirant à être incluse « comme auparavant dans la grande famille européenne ». La Yougoslavie, paradoxalement pour l'année 1992, accompagne sa présentation par un texte intitulé « le futur commence maintenant » et se présente comme « le pays des surprises », avec une culture également issue du mélange de plusieurs influences. La Pologne, avec un discours presque identique à celui roumain, se présente comme le pays de l'extrême Ouest, situé plutôt « à l'Est de l'Occident qu'à l'Ouest de l'Orient ». Finalement, la Hongrie revendique le rôle de défenseur de l'Europe occidentale par sa position entre « l'Orient et l'Occident ».

Le modèle que la Roumanie promouvait dans sa présentation pour *Guia Oficial* n'avait pas été construit par hasard. Il comprenait des éléments que l'opinion publique destinataire pouvait reconnaître. En feuilletant les volumes de culture générale ayant une grande popularité en Espagne, particulièrement ceux des bibliothèques publiques, on a pu constater que les références à la Roumanie n'étaient pas trop différentes par rapport à celles dégagées du message de propagande construit par les officiels de Bucarest en 1992. Il y avait toutefois des nuances politiques que le pavillon roumain avait ignorées. Ainsi, dans ses éditions des années 1991-1992, *Enciclopedia Universal Ilustrada*

¹⁰ « Rumania », in *Guia Oficial Expo '92*, Exposición Universal de Sevilla, 1992, p. 210.

¹¹ « Bulgaria », in *ibidem*, p. 123; « Yugoslavia », in *ibidem*, p. 224; « Polonia », in *ibidem*, p. 203; « Ungaria », in *ibidem*, p. 170.

Europeo-Americana, après une histoire détaillée de la Roumanie, surtout de celle post-révolutionnaire, de la vie politique en particulier, retient l'engagement du pays dans la lutte pour les valeurs de la démocratie et pour le retour à l'Europe, tandis que *Geografia Universal* parle d'un pays qui était « l'île latine de l'Europe occidentale », parcourant une transition convulsive marquée par l'accroissement de la xénophobie, l'instabilité politique, la situation économique difficile et « oubliée par l'Occident », même s'il était orienté vers celui-ci depuis 1989.¹²

Il en résulte que le type de promotion de l'image était éminemment culturel. De ce point de vue, la Roumanie se revendique à Séville, tout comme à l'occasion d'autres expositions universelles auxquelles elle avait participé officiellement – Paris (1867, 1900, 1937), Barcelone (1929), Bruxelles (1935) etc. – à partir des deux des plus brillantes civilisations antiques et médiévales: Rome et Byzance (à ce sujet, voir, par exemple, les livres de Laurențiu Vlad, *Imagini ale identității naționale. România la expozițiile universale de la Paris, 1867-1937* (*Images de l'identité nationale. La Roumanie aux expositions universelles de Paris, 1867-1937*), Meridiane, Bucarest, 2001 et *Pe urmele « Belgiei Orientului ». România la expozițiile universale și internaționale de la Anvers, Bruxelles, Liège și Gand, 1894-1935* (*Sur les traces de la « Belgique orientale ». La Roumanie aux expositions universelles et internationales d'Anvers, Bruxelles, Liège et Gand, 1894-1935*), Nemira, Bucarest, 2004). C'est l'élément latin qui soutenait en fait toute la construction identitaire: la Roumanie, « île de latinité », la Roumanie, « Orient de l'Occident » étaient des syntagmes qui devaient justifier son existence comme pays de la civilisation européenne. De l'extrémité orientale de la civilisation européenne (mais pourtant à l'intérieur de celle-ci), la Roumanie lance des valeurs avec lesquelles on construisait l'identité européenne, un « pont » à travers l'histoire, l'espace et le temps; le passé culturel commun de l'Europe et de la Roumanie justifiait un avenir sur mesure. Dans ce sens, le potentiel de créativité représentait une garantie du fait que la Roumanie allait re-confirmer son appartenance à son espace culturel européen.

Des nouvelles identités en cours de légitimation

Ces constructions rétrospectives se proposaient de suppléer les graves carences économiques d'un pays que venait de se libérer de la dictature communiste, qui s'ouvrait vers la culture et la civilisation européennes, mais qui se trouvait dans une transition lente et difficile. C'est la raison pour laquelle les

¹² *Enciclopedia Universal Europeo Americana*, pp. 260-272; *Geografia Universal. Europa*, II, 4, Editorial 1992 SA, pp. 310-331.

officiels roumains ont évité d'intégrer cette dimension au profil qui était en train de se définir: les références à l'industrie ou à l'agriculture manquaient complètement, alors que celles au tourisme étaient juste suggérées.

De plus, il y avait toute une série de problèmes politiques auxquels les gouvernements de Bucarest se confrontaient. Le fait que la perception de l'opinion publique internationale concernant le régime de Ion Iliescu était étroitement liée aux moments de la descente des mineurs à Bucarest, comme aux conflits interethniques de Târgu-Mureș, a déterminé la méfiance envers la Roumanie de certains organismes et organisations internationales, tels la Communauté Européenne (l'Union Européenne), le Conseil de l'Europe ou l'OTAN.¹³ On ajouterait à ceux-ci, dans les conditions de l'absence d'un document officiel qui eut synthétisé les objectifs de politique étrangère de la Roumanie pour le gouvernement 1990-1992, l'attitude confuse et oscillante du régime de Ion Iliescu concernant l'option euro-atlantique. En effet, la proclamation ouverte de l'intégration européenne et euro-atlantique, comme principaux objectifs de politique étrangère, n'a pas été réalisée avant le deuxième mandat de Ion Iliescu des années 1992-1996. Jusqu'à cette époque-là, la Roumanie paraissait plutôt être en train de chercher un statut intermédiaire entre l'Occident et la Russie, tout en oscillant entre les deux entités politiques.¹⁴

Dans ce contexte, on pourrait accepter l'hypothèse selon laquelle le moment Séville représente une légitimation politique sur le plan international, de même qu'une légitimation sur le plan interne du régime Ion Iliescu. Les entrevues à haut niveau du président de la Roumanie avec les représentants de la France, de l'Italie, de l'Espagne (la tournée diplomatique qui aboutit à Séville) pouvaient être présentées, à l'intérieur, juste avant les élections générales, comme une réussite de Ion Iliescu pour avoir situé la Roumanie sur des positions égales par rapport aux États européens. Il faut y ajouter qu'en 1992, la Roumanie développait des négociations pour signer l'Accord d'association à l'Union Européenne (signé en 1993). Dans ce contexte, on peut

¹³ Voir les rapports ou les études rédigés à cette époque-là: JOHN MEARSHEIMER, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », in *International Security*, XV, 1, Summer 1990; MICHAEL E. BROWN, « Causes and Implications of Ethnic Conflict », in MICHAEL E. BROWN (ed.), *Ethnic Conflict and International Security*, Princeton University Press, New Jersey, 1993; DOMINIQUE ROSENBERG, *Les minorités nationales et le défi de la sécurité en Europe*, Travaux de Recherche nr. 21, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement – Genève, Nations Unies – New-York, 1993; HUBERTE HANQUET, JAVIER RUPEREZ, co-rapporteurs spéciaux, *Projet de rapport spécial – Roumanie. Une transition inachevée*, AJ 75, CC (92) 5, Commission Affaires Civiles, Assemblée de l'Atlantique du Nord, mai 1992; apud VALENTIN STAN, *România și eşecul campaniei pentru Vest (La Roumanie et l'échec de la campagne pour l'Occident)*, Editura Universității din București, București, 1999, p. 254.

¹⁴ THOMAS CAROTHERS, « România – cadrul politic » (« Roumanie – le cadre politique »), in *Democrația în România (Democratie en Roumanie)*, International Idea, traduit en roumain par Visual Persistence, Humanitas, București, 1997, p. 49.

supposer que le régime de Bucarest cherchait aussi, et non pas en dernier lieu, une plus grande popularité au niveau international. Les images négatives auxquelles le régime Ion Iliescu était associé devaient être compensées par une démarche par laquelle on aurait pu démontrer le fait que le président de la Roumanie et l'État qu'il représentait offraient des garanties valides et de la crédibilité dans le cadre d'un partenariat avec les États européens.

Bien plus, la visite du président à la résidence de la famille royale espagnole à Madrid lors de la fête « Les Journées de la Roumanie » à l'Exposition universelle de Séville, en même temps que l'entrevue entre le ministre des Affaires Étrangères, Adrian Năstase, et le Premier Ministre de l'Espagne, Felipe González, ont mis en évidence ce désir du régime de Bucarest. Ainsi, le reflet positif de ces rencontres dans la presse espagnole encourageait les spéculations correspondantes autour de la connexion entre les deux « extrêmes de la latinité ». Les articles des quotidiens espagnols tels *ABC de Sevilla*, *Cronica de Madrid* ou *Zarzuela*, ou bien les interviews donnés par le président Ion Iliescu à la chaîne de radio *Cadena Nacional*¹⁵, soulignant l'« intérêt particulier [du souverain espagnol] envers la situation » de la Roumanie, constituaient la « preuve du désir mutuel de développer des relations bilatérales », en considérant que « la rencontre contribue à donner une image plus précise sur les paramètres que l'on utilise pour évaluer et apprécier l'état des relations roumaino-espagnoles et montre clairement qu'à Madrid il n'y a pas de réticences par rapport au gouvernement de la Roumanie », tout en précisant que « L'Espagne appuie la Roumanie dans son processus de finalisation des négociations pour la signature de l'Accord d'association à l'Union Européenne et pour l'obtention du statut de membre à pleins droits au sein du Conseil de l'Europe ». Il manquait très peu jusqu'à affirmer que dans sa relation avec l'Espagne « la Roumanie est un pays ami, un parent proche, grâce au sang de la latinité », et que le pavillon roumain pouvait offrir « un heureux cadre pour une meilleure connaissance mutuelle [...], pour amplifier les relations bilatérales et, pourquoi pas, pour l'évaluation correcte du génie créateur du peuple roumain », en réalisant ainsi, de manière concrète, ce que l'exposition roumaine s'efforçait de suggérer: « le pont solide de la latinité ».

L'image construite à Séville, au-delà des éléments déjà connus des expériences antérieures, comprenait d'éléments nouveaux, en fonction des réalités du moment qui étaient en train de se définir en Roumanie, ou qui tenaient à voir avec sa réalité récente. On se réfère, par exemple, à l'architecture de l'édifice représentatif qui était une métaphore de la révolution de 1989, de

¹⁵ Repris des médias espagnols in *Curierul Național*, III, 459, 460, 461, 11, 12, 14 septembre 1992, pp. 1, 2, 6 et *Adevărul*, 193 (752), 14 septembre 1992, p. 1. Les relations diplomatiques entre les deux pays traversaient un moment de grâce à l'époque, à cause de la signature d'un *Traité sur les relations d'amitié et coopération entre la Roumanie et le Royaume d'Espagne*; texte ratifié par le Parlement et publié dans *Monitorul Oficial al României*, I, IV, 171, 21 iulie 1992.

même qu'à sa signification, (« la liberté » et « le retour à l'Europe ») ou bien à l'affiche du pavillon qui reprenait aussi le motif du drapeau sans insigne.

Malgré tout cela, la Roumanie postcommuniste était perçue au niveau de l'opinion publique internationale non seulement comme un pays de la révolution, mais surtout comme une zone instable, avec un possible conflit interethnique, étant donné que le nationalisme des autochtones majoritaires, souvent excessif, ignorait les droits des minorités. Le voisinage par rapport à la Yougoslavie de la guerre civile pouvait contribuer à renforcer cette impression d'instabilité. La Roumanie était aussi assimilée comme un des anciens pays communistes qui aspirait à être intégrée en Europe et dans les structures de l'OTAN. Tous ces clichés, préjugés et stéréotypes étaient associés à l'image de la Roumanie, mais le message de l'Exposition ne les a pas intégrés d'une manière explicite et cohérente, il n'a pas démantelé ou nuancé ces éléments négatifs, tout comme il n'a pas insisté sur les éléments positifs. Pourtant, il y a eu, plutôt d'une manière implicite, une série de détails qui renvoyaient au multiculturalisme (par l'évocation des personnalités culturelles de la Roumanie qui appartenaient à d'autres ethnies). Ce n'est qu'à Hanovre, en 2000, que le thème des minorités sera défini de manière cohérente en concevant un projet à vocation multiculturelle pour la ville de Sibiu.¹⁶ Quant aux démarches d'intégration européenne et atlantique, elles ont été soulignées seulement dans le contexte de la fête de « La Journée de la Roumanie »; c'est le moment où l'on a enregistré, dans le contexte politique évoqué, la visite du président Ion Iliescu à Séville. Mais il n'y a dans le message du pavillon aucune référence aux possibilités économiques de la Roumanie, à la contribution qu'elle aurait pu avoir par exemple dans le contexte de la sécurisation des Balkans ou de l'Est de l'Europe.

En guise de conclusions

En conséquence, la construction identitaire de la présence roumaine à l'Exposition universelle de Séville de 1992 paraissait rendre compte de la réalité d'un pays du début du XXe siècle, pas du tout d'un pays de la fin de ce même siècle (l'image se retrouve partiellement dans les documents officiels de l'exposition ou de la presse espagnole – voir, à part les journaux déjà cités, *Diario 16*, *El Correo de Andalucía*, *El Pais*, *La Region*, *La Vanguardia* etc.).

L'attitude était celle de se réfugier dans un espace neutre, en ignorant les nouvelles provocations de la société en général (les thèmes de l'écologie, de la coopération internationale etc.), mais aussi celles qui étaient directement dirigées vers l'image de la Roumanie de l'époque. De cette manière, le pavillon

¹⁶ Voir AUGUSTIN MIHALACHE, « Romania at the World Exhibition – Hanover 2000 », in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, II, 4, 2002, p. 1096.

roumain est apparu comme étant indécis entre modernité et tradition, entre assumer, voire exhiber son histoire, d'une part et affirmer sa vocation de pays moderne des inventions techniques ou artistiques, de l'autre.

Le pavillon était tout aussi hésitant et contradictoire que le thème qu'il désirait illustrer, celui de l'« île de latinité ». Une condition de l'insularité qui ne paraissait pas du tout satisfaisante, vu que l'on faisait des efforts pour construire des « ponts vers le monde », en cherchant de refaire ainsi les liens perdus depuis longtemps.